

(Suite de la page 1.)

dirigeants chinois nous imposent en fait une discussion sur la même question. Les thèses chinoises sur le danger de « dégénérescence bourgeoise », c'est la répétition de ce que les trotskystes disaient sur Thermidor (1).

Sur la question de la place actuelle de la révolution coloniale, il cite le document « Dialectique de la révolution mondiale », adopté par le Congrès Mondial de Réunification de la IV^e Internationale (2) :

« D'aucuns pensent peut-être que la théorie chinoise qui fait des régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine la « principale zone des tempêtes de la révolution mondiale » représente quelque chose d'original ? Non. C'est la répétition presque mot à mot de l'une des principales thèses du trotskysme actuel. On peut lire dans les décisions de ladite IV^e Internationale (trotskyste) : « Les défaites consécutives des deux grandes vagues révolutionnaires de 1919-1923 et de 1943-1948 et de la vague plus faible de 1934-1937 ont eu pour résultat de déplacer provisoirement vers le monde colonial le centre principal de la révolution mondiale ». C'est là qu'il faut chercher la source de la sagesse politique de la direction chinoise ! »

Souslov prévoit une « lutte sérieuse et, selon toutes apparences, prolongée » et il s'agit pour lui d'un danger qui « s'accroît d'autant plus que nous avons affaire aux dirigeants d'un parti gouvernant qui dispose d'un vaste appareil d'Etat, des moyens d'action idéologique ».

Mais, pour Souslov, le danger est même encore plus grand, car il avance une opinion fort intéressante. Que, sur certains points importants, les Chinois en soient venus sous la pression des circonstances à adopter une sorte d'ersatz des positions trotskystes, cela lui paraît non seulement évident, mais il pense que cela est également évident aux Chinois. Et il s'exprime en termes révélateurs :

« Les dirigeants chinois font semblant de ne pas remarquer tout cela. Ils raisonnaient probablement ainsi : « le trotskysme actuel est un courant peu connu et l'on peut profiter de ses idées en leur conférant un aspect « chinois ». Mais la vérité finit toujours par percer au dehors ! La direction chinoise a beau vouloir cacher les sources où elle puise ses idées, elle ne parviendra pas à dissimuler la coïncidence de ses vues avec celles des trotskystes d'hier et d'aujourd'hui. »

Les termes expriment la peur que le trotskysme inspire aux maîtres du Kremlin si puissants sur l'arène de la politique mondiale. On craint plus le trotskysme à Moscou qu'à Pékin, en partie parce que l'on sait mieux ce qu'il est, et surtout parce, malgré toutes les concessions faites depuis la mort de Staline, les dirigeants soviétiques éprouvent la menace grandissante du trotskysme de la part d'une société assoiffée de liberté et de démocratie soviétique. Souslov, s'adressant aux Chinois, leur dit au fond : Malheureux, qu'allez-vous faire ? Vous voulez nous combattre avec des idées que vous avez prises chez les trotskystes ; vous ne pouvez pas l'ignorer. Vous croyez habile de le faire parce que le trotskysme actuel est un courant faible, qu'il vous suffira de les couvrir d'une laque chinoise pour que cela ne se voit pas. Vous pensez même encore plus habile de référer ces idées à Staline, mais personne ne s'y trompera en fin de compte, car c'est la vérité qui finit par percer. Vous ne ressuscitez pas Staline, mais vous faites le jeu des « trotskystes d'hier et d'aujourd'hui ». Contre le trotskysme toujours vivant, bureaucrates de tous les pays-unissez-vous !

Pour le bureaucrate Souslov, le renouveau du trotskysme s'explique d'abord par une manœuvre maladroite des Chinois. Ensuite, préposé aux tâches idéologiques, il expliquera le « trotskysme » des Chinois par le caractère paysan de leur pays. La logique stalinienne a de ses mystères : la paysannerie engendrerait un courant d'idées sous-estimant la paysannerie... Les bureaucrates sont déchirés par un conflit où ils se montrent incapables de comprendre pourquoi ils ne peuvent pas s'entendre et pourquoi le trotskysme revient troubler leurs jours et leurs nuits. Ce conflit continuera à s'exacerber, engendré et stimulé par la montée révolutionnaire dans le monde, cette montée révolutionnaire qui donne un renouveau au marxisme révolutionnaire de notre époque, au trotskysme.

Pierre FRANK.

(1) Les trotskystes parlent de *dégénérescence bureaucratique*, non de *dégénérescence bourgeoise*, comme le font les dirigeants chinois : le mensonge de Souslov, en l'occurrence, s'explique fort bien.

(2) Cf. *Quatrième Internationale*, N° 19.

LES LUTTES OUVRIÈRES EN ESPAGNE

Lier les revendications actuelles à la lutte pour le pouvoir

par Ramon VASQUEZ

AVEC les grandes grèves de 1962, une nouvelle étape de la lutte ouvrière s'est ouverte en Espagne. Depuis, et presque sans interruption, toute une série d'actions ont été menées par les travailleurs espagnols pour la défense de leurs revendications.

En 1963, les mineurs asturiens — à la pointe de l'actuel combat — se mettaient de nouveau en grève et résistaient pendant deux mois aux pressions de la bourgeoisie, qui déclina à cette occasion une violente répression, arrêtant et torturant des mineurs, battant et rasant les cheveux des femmes, etc.

Ces dernières semaines, une nouvelle série de luttes a eu lieu, dont le contenu mérite d'être analysé sérieusement. En effet, aussi bien à Mières (Asturies) qu'à Rio-Tinto (Andalousie) qu'à Madrid, lors de la manifestation au siège des « Syndicats » pendant leur Congrès, les travailleurs espagnols ont énergiquement réclamé la liberté syndicale, le droit de s'organiser en syndicats de classe. C'est la première fois, il faut le signaler, que mille ouvriers madrilènes « descendent » vers l'énorme building de la bureaucratie syndicale phalangiste pour crier à la gueule des « dirigeants » et des « délégués » : « Vous ne représentez rien ! » « Nous voulons des syndicats libres ! » Des manifestants ayant été arrêtés, l'usine madrilène Pegaso, se mettait en grève pour se solidariser avec les détenus.

Du droit de grève à la liberté syndicale

Certes, il s'agit là d'une revendication démocratique, avec laquelle sont d'accord non seulement les communistes, les socialistes, les anarchistes et bien entendu les marxistes révolutionnaires, mais aussi certains secteurs de l'Eglise, qui se préparent à organiser un syndicat chrétien sur la base des actuelles H.O.A.C. et J.O.C. ; et même bon nombre de « néo-capitalistes » qui pensent que dans l'évolution politico-économique qu'ils veulent imprimer à l'Espagne, des syndicats corporatifs et ultra-réformistes, bien intégrés au capitalisme, peuvent être plus utiles que les actuels syndicats verticaux (patrons, cadres et ouvriers dans le même syndicat). Surtout si on songe que l'énorme appareil bureaucratique des « syndicats » actuels constitue encore un instrument de pression aux mains de la Phalange, de cette Phalange que les « néo-capitalistes » veulent écraser politiquement, car elle essaie de s'opposer, défendant les intérêts de certaines couches moyennes, à l'emprise des monopoles et à l'intégration européenne.

Mais ceci n'est qu'un aspect de la question, même s'il est très important et qu'il faille en tenir compte à chaque instant et s'il oblige les groupes véritablement révolutionnaires à préciser beaucoup plus le contenu de la revendication : liberté syndicale. L'autre aspect de la question aussi important, sinon plus, est le suivant : la classe ouvrière espagnole a réussi, à travers des nombreuses luttes et malgré l'absence d'une direction révolutionnaire conséquente (qui lui a fait et lui fait toujours défaut) à imposer la grève comme un moyen de lutte sous la dictature franquiste, où elle est juridiquement interdite et assimilée à un mouvement subversif insurrectionnel. La grève en Espagne est toujours illégale, mais les ouvriers espagnols ont réussi à l'imposer de facto au Gouvernement et à l'empêcher de la reconnaître. Ceci constitue une victoire de la classe ouvrière. Cette victoire à peine remportée, les travailleurs se proposent un nouvel objectif : la liberté syndicale, la lutte ouverte contre les « syndicats » verticaux phalangistes.

L'absence d'un puissant parti révolutionnaire

A cette lutte qui ne fait que commencer, font écho les récentes manifestations d'étudiants à Madrid, Barcelone, Séville, Saragosse, etc. contre le S.E.U. (Syndicat Espagnol Universitaire, obligatoirement phalangiste). Il est intéressant de noter que dans leurs tracts les étudiants se solidarisent avec les ouvriers dans leur lutte commune pour la liberté syndicale.

Nous sommes bien obligés de constater qu'une fois de plus dans l'histoire du

mouvement ouvrier de notre pays, les travailleurs espagnols, dans cette nouvelle étape de leur lutte riche d'énormes possibilités révolutionnaires, se présentent au combat divisés et dans la confusion, sans une puissante organisation révolutionnaire, capable de prendre la tête du mouvement et de le conduire à la conquête du pouvoir.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Face à l'évolution du capitalisme espagnol vers la concentration monopoliste qui est en marche, malgré des nombreux conflits et frictions au sein même de la bourgeoisie, il n'y a qu'une seule alternative révolutionnaire : la prise du pouvoir par le prolétariat industriel et paysan, la révolution prolétarienne. Il semble, hélas ! nécessaire de préciser à ce propos certaines vérités, pour essayer de combattre quelques mythes qui ont abondamment fleuri sur le fumier de l'opportunisme et de la confusion politique.

Si les directions du P.C. et du P.S.O.E., prônent la lutte pour la démocratie, c'est-à-dire pour des nouvelles formes de domination capitaliste ; d'autres groupements, sans analyser un seul instant la réalité politico-économique de l'Espagne, se font les avocats — surtout en paroles — de la lutte armée pour renverser Franco. En fin de compte, les uns et les autres, malgré les insultes qu'ils se lancent à la tête sont d'accord sur l'objectif final : le renversement de Franco, et en désaccord uniquement sur les moyens d'y parvenir. Ni les uns, ni les autres n'ont été capables d'élaborer une tactique et une stratégie véritablement révolutionnaire liant les luttes d'aujourd'hui contre les structures économiques et politiques du franquisme au combat général contre le capitalisme et pour la conquête du pouvoir.

Ce sont les travailleurs armés qui feront la révolution

Il existe, parmi certains groupes de jeunes — et de moins jeunes — une vision idéaliste de la Révolution, selon laquelle quelques petits groupes, armés et décidés, réussiraient à s'emparer du pouvoir grâce à des audacieux coups de main.

Bien sûr, la Révolution ne se fera pas « pacifiquement », ni grâce à un vote hypothétique d'un hypothétique Parlement, mais des petits groupes « blanquistes » ne la feront pas non plus. C'est la classe ouvrière, le prolétariat industriel étroitement allié aux ouvriers agricoles et aux paysans pauvres, ce sont les travailleurs armés et organisés qui feront la Révolution en Espagne. Ceci pose deux problèmes. Le premier, le plus grave, le plus urgent est celui de l'organisation, du parti révolutionnaire du prolétariat, PARTI QUI N'EXISTE PAS ACTUELLEMENT. Le deuxième problème est celui de la stratégie révolutionnaire. Signalons à ce point de vue, que pour élaborer une stratégie véritablement révolutionnaire — et non pas une phraseologie — il faut partir de ce qui existe réellement. Il faut partir du mouvement ouvrier en lutte pour ses revendications. Ce mouvement spontané et à peine organisé a déjà imposé la grève comme moyen de lutte à la dictature ; il approfondit et élargit le contenu de ses revendications en réclamant, comme nous l'avons vu, la liberté syndicale. Certes, les efforts conjugués de la bourgeoisie et des réformistes dans le mouvement ouvrier peuvent limiter ces luttes — pendant une période du moins — dans le cadre des revendications économiques et des droits « démocratiques ». Mais c'est là, au sein du mouvement ouvrier qu'il faut livrer la bataille décisive et non pas dans les capitales étrangères à coups de conférences de presse et d'appel démagogiques à une lutte armée qui n'aurait d'autre objectif que le « renversement de la dictature et le retour à la légalité républicaine de 1936 », même si cet objectif fumeux est enveloppé d'une phraseologie pseudo-révolutionnaire. Cette réplique libérale de 1931-36, parfaitement anachronique de nos jours, personne n'en veut et il est douteux qu'on prenne les armes pour l'imposer. Pas le prolétariat en tout cas.

Il faut donc partir de ce mouvement ouvrier en train de renaitre de ses cendres, après « que le fascisme soit passé

comme un tank terrifiant sur les crânes et les échine des ouvriers », pour paraphraser Trotsky. Il faut livrer une bataille sans merci au sein du mouvement ouvrier contre le réformisme, pour prendre la tête du mouvement et arriver à le sortir de l'ornière « démocratique » où il risque de l'embourber. Il faut élaborer et appliquer une stratégie révolutionnaire capable de lier les luttes d'aujourd'hui à celles de demain, les revendications économiques et démocratiques à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

La fusion des marxistes révolutionnaires

Ce n'est pas simple. Surtout dans la confusion idéologique actuelle. Le réformisme du P.C. eut pour conséquence une profonde crise dans le Parti et la naissance d'au moins trois groupes « pro-chinois ». Mais ces groupes se débattent pour le moment dans la plus grande confusion, tant du point de vue de l'organisation que de la théorie. Au parti socialiste, une crise couve, quoique moins grave jusqu'à maintenant. Cette crise est due aux projets des dirigeants socialistes de collaborer avec la bourgeoisie dans « l'europlanisation » du régime, ce qui indigne justement bon nombre de jeunes socialistes. Aucune organisation n'a été capable, jusqu'à ce jour d'élaborer et de mettre en pratique une plateforme politique révolutionnaire globale et efficace, même si les bribes de cette plateforme, commencent à percer peu à peu. Le F.L.P., par exemple, organisation assez confuse du point de vue idéologique, mais qui semble s'orienter nettement vers le marxisme, a lancé le mot d'ordre des Comités de lutte ouvriers et paysans, non pas comme simples organes de la lutte « économique » — ce que fait le P.C. avec son opposition syndicale ténue — mais comme les *organes unitaires de la lutte de classes* sous toutes ses formes. Dans la situation présente, la formation de tels Comités ferait faire un grand pas en avant dans la nécessaire organisation des masses ouvrières et paysannes.

Bien entendu, cela ne suffit pas. Il faut d'abord organiser réellement ces comités, il faut ensuite les coordonner sur le plan national, il faut enfin les orienter politiquement.

Toute une série de questions urgentes se posent à la classe ouvrière espagnole, dont il faut trouver la réponse dans l'action. La question syndicale, par exemple, qui est aujourd'hui à l'ordre du jour. Faut-il lutter pour la légalisation des anciennes centrales U.G.T. et C.N.T. (auxquelles viendrait s'ajouter, sans nul doute, une centrale catholique) ? Ou faut-il lutter pour une centrale unique ? Et sur quelles bases ? De plus en plus de mouvements d'opposition se prononcent en faveur d'une centrale unique.

Mais ceci n'est QU'UN des problèmes que la lutte ouvrière pose en ce moment en Espagne. Il s'agit, en réalité, répétons-le, d'élaborer les mots d'ordre concrets, les formes d'action, et la plateforme politique nécessaire pour transformer le mouvement spontané et potentiellement révolutionnaire qui donne l'assaut au capitalisme. Il nous semble difficile qu'une telle transformation se réalise si elle n'est pas orientée par un parti ouvrier d'avant-garde. Le problème du parti révolutionnaire est donc aujourd'hui encore le problème numéro UN de la Révolution espagnole. Quant à nous, nous pensons que ce parti ne pourra se former qu'à travers la collaboration d'abord et la fusion ensuite des groupes marxistes révolutionnaires, aujourd'hui dispersés et minoritaires dans différentes organisations.

Ramon VASQUEZ.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39

Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2^e - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le gérant : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12^e